



12 février 2009

Déclaration commune des organisations syndicales au Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'Etat

Nous, organisations syndicales représentatives à la Fonction publique, soulignons ici la force de la mobilisation du 29 janvier.

Nous considérons que dans son intervention du 5 février, le Président de la République n'a apporté aucune réponse aux revendications et aux attentes des personnels de la Fonction publique. Il s'en est tenu à confirmer sa volonté de poursuivre la politique du « un départ sur deux non remplacé »

Afin de répondre aux besoins de notre société et à la population, il est indispensable d'attribuer à la Fonction publique et aux entreprises publiques les moyens nécessaires. Dès 2009, le gouvernement doit renoncer aux 30.000 suppressions de postes catastrophiques pour le service public. Il faut abandonner une politique aveugle de suppressions d'emplois et penser autrement l'évolution des services publics dont la qualité et l'emploi constituent une question centrale.

Nos Organisations syndicales exigent que le gouvernement engage des négociations immédiates pour la fonction publique et que soient apportées des réponses concrètes aux revendications des personnels en matière d'emploi public et d'amélioration du pouvoir d'achat.